

**Ambassade des États-Unis
OTTAWA, ONTARIO Canada**

Ambassadeur Paul Cellucci
Allocution présentée lors du Forum sur l'hydroélectricité 2004
Gatineau (Québec)
Le 28 octobre 2004

TEXTE INTÉGRAL

Je vous remercie de m'avoir invité à vous adresser la parole aujourd'hui.

J'ai consacré une grande partie de mon temps au Canada à rencontrer et à travailler avec les intervenants de l'industrie énergétique.

Plusieurs d'entre vous le savez probablement, car j'ai consacré beaucoup de temps à vous visiter et à visiter d'autres producteurs d'énergie, qu'il s'agisse d'installations hydroélectriques, comme celles situées à Radisson, (au Québec), au nord d'ici, d'installations de production d'éthanol, d'installations d'exploitation de sables bitumineux du nord de l'Alberta, de laboratoires de recherche sur les piles à combustible et de centrales nucléaires.

Cela n'a pas été pour satisfaire ma curiosité personnelle ou mon désir de visiter des endroits éloignés, mais bien en raison des préoccupations de la présente administration américaine.

Cela reflète l'importance qu'accorde mon patron, le président George W. Bush, à la politique énergétique et au rôle que joue le Canada dans le secteur énergétique mondial. Je reviendrai sur cette question un peu plus tard.

J'ai été nommé ambassadeur au Canada au printemps 2001. Moins d'un mois après mon entrée en poste à Ottawa, l'administration Bush a annoncé sa politique nationale en matière d'énergie, politique également connue sous le nom de rapport Cheney.

Ce rapport n'est pas uniquement le fruit du travail du vice-président et du secrétaire à l'Énergie, mais de l'ensemble du Cabinet.

Des représentants de la Environmental Protection Agency, des départements d'État, du département de l'Intérieur, du département de l'Agriculture, du département des Transports et d'autres organismes fédéraux y ont contribué.

Cela est venu contredire les cyniques qui prétendaient que le seul souci de l'administration était le pétrole.

Les auteurs du rapport ont examiné la situation globale à long terme en ce qui a trait aux choix qui s'offrent à nous présentement et à l'avenir dans le secteur énergétique.

Pas moins de 42 des 105 recommandations portaient sur la conservation et l'environnement, recommandations que l'administration a mises en œuvre au cours des trois années et demie qui ont suivi.

L'administration du président Bush a lancé d'importantes initiatives liées au changement climatique et à la technologie énergétique, accordant dans les deux cas la priorité à la collaboration internationale.

Dans le rapport sur la politique nationale de l'énergie, les auteurs ont reconnu l'importance du rôle que joue le Canada en tant que partenaire du secteur de l'énergie.

Nous avons dit que nous allions travailler ensemble activement à améliorer davantage nos relations.

Le rapport a été très bien reçu partout au Canada, ce qui a contribué à son influence. Tout en relevant les défis immédiats liés au terrorisme et à nos interventions militaires en Afghanistan et en Irak, cette administration a compris que l'Amérique du Nord non seulement peut être, mais doit être, plus sécuritaire en matière d'énergie.

Nous sommes conscients que l'immense potentiel énergétique du Canada peut avoir des répercussions considérables dans un tel contexte.

Lorsque nous rencontrons des collègues qui ignorent ce fait, nous les en informons. En tant qu'ambassadeur, c'est le message public que je me suis efforcé de communiquer à maintes reprises.

Le rôle considérable que joue le Canada en Amérique du Nord, du point de vue de la sécurité énergétique, devait être reconnu. Le Canada est non seulement notre premier fournisseur d'énergie totale, il l'est dans un rapport de tout près de deux et demi pour un en comparaison du Venezuela qui occupe la deuxième place.

Je vous entretiendrai aujourd'hui d'une question qui reçoit plus ou moins d'attention d'une année à l'autre, soit l'environnement global et le changement climatique.

Nous avons beaucoup entendu parler de cette question au cours de mes deux premières années au poste d'ambassadeur au Canada, mais au cours des deux dernières années, il semble que les reportages à ce sujet aient été plus rares.

Pourtant, le gouvernement des États-Unis et celui du Canada collaborent activement et étroitement à trouver des solutions.

Je voudrais tout d'abord remettre cette question en contexte.

Au cours des deux dernières années, plusieurs ont eu l'impression que les États-Unis reléguent en deuxième place les politiques environnementales, énergétiques et autres en faveur de la politique de sécurité nationale.

C'est en partie vrai. La priorité fondamentale du président et du gouvernement des États-Unis est la lutte contre le terrorisme international.

Je crois qu'il en sera de même encore un certain temps. Nous et nos alliés, y compris le Canada, avons pris des mesures décisives pour assurer la sécurité de nos citoyens et de nos collectivités.

Toutefois, nous avons également d'autres priorités. Nous sommes un grand pays et nous travaillons sur plus d'une chose à la fois.

Le gouvernement des États-Unis est une immense organisation dont les activités dans le vrai monde sont complexes et nous ne pouvons pas simplement tout accorder 100 p. 100 de notre attention à un seul objectif, même à la sécurité.

Mais même si nous l'avions fait, la sécurité est pluridimensionnelle, elle touche la défense du territoire, les aliments, l'eau, l'énergie, l'environnement, la qualité de l'air, tous des domaines où les citoyens s'attendent à bon droit à ce que leur gouvernement agisse pour prévenir l'instabilité et la détérioration.

J'aimerais vous parler aujourd'hui du fait que non seulement le gouvernement des États-Unis a souvent été le leader mondial sur cette question, mais que l'administration Bush a continué à assumer ce leadership, que cet aspect de la politique des États-Unis ait fait l'objet ou non d'une attention soutenue au cours des deux dernières années.

Nous sommes des Nord-Américains. Notre histoire parle beaucoup de nos grandes conquêtes géographiques. Au cours des premières décennies, les grands espaces du continent et le recul des frontières nous ont inculqué la conviction que nos ressources étaient illimitées, des richesses inépuisables que les gouvernements devaient s'approprier plutôt que protéger.

Mais au cours des deux cents dernières années, à la suite de la création des sociétés Audubon, vers la fin des années 1800, et de l'adoption d'importantes lois environnementales un siècle plus tard, cette perception en est fondamentalement devenue une de conservation. Les citoyens des États-Unis et leur gouvernement ont souvent été au premier plan de ce changement culturel.

Vers 1900, alors que l'époque des pionniers aux États-Unis tirait à sa fin, le mouvement de conservation a commencé à se faire sentir dans les politiques du gouvernement des États-Unis.

Le président Theodore Roosevelt a fait de l'utilisation judicieuse des ressources naturelles une priorité gouvernementale et il a créé un réseau de parcs nationaux et de réserves fauniques partout au pays.

Depuis lors, le gouvernement est perçu comme le gardien de ce qui reste du milieu sauvage du pays.

Au cours du 20^e siècle, surtout au cours des années 60, on a assisté à une prise de conscience accrue face à l'environnement. Dans le cadre de la *National Environmental Policy Act* de 1970, le gouvernement a reformulé son rôle dans le secteur de l'environnement, se faisant non seulement le protecteur du milieu sauvage, mais aussi le protecteur des ressources liées à l'air, à la terre et à l'eau.

Par la suite, d'autres lois historiques sur l'environnement ont été adoptées, dont la *Clean Air Act*, en 1970, la *Clean Water Act*, en 1972, la *Endangered Species Act*, en 1973, la *Resources Conservation Act*, en 1976, et la soi-disante *Superfund Clean-up Legislation*, en 1980.

Ces mesures ont été parmi les premières lois de ce type dans le monde et leurs effets ont été considérables au cours des 20 années qui ont suivi.

Du milieu des années 70 au milieu des années 90, la population des États-Unis s'est accrue de plus de 25 p. 100.

Son économie a plus que doublé en importance et le nombre de véhicules a augmenté de 125 p. 100. Malgré cette période de croissance, la qualité de l'air au pays s'est améliorée de façon spectaculaire.

Une automobile construite aujourd'hui émet 1/20^e des polluants d'une voiture des années 70. Le plomb a complètement été éliminé de l'essence et le smog est de moins en moins un problème environnemental.

C'est le résultat direct des politiques environnementales en vigueur et des investissements qu'a effectués le secteur privé pour que ces changements de grande envergure se produisent.

D'importants investissements ont été faits par le gouvernement fédéral, les gouvernements des États et les administrations locales pour des usines de traitement des eaux usées et une meilleure gestion des effluents industriels.

L'agence de protection de l'environnement des États-Unis estime que l'eau des lacs, des rivières et des ruisseaux est à 70 p. 100 conforme aux normes de qualité des États, comparativement à 30 p. 100 il y a 30 ans.

Dans les années 80, grâce à la *Superfund Clean-up Legislation*, nous avons nettoyé à fort prix plus de la moitié des 1 300 plus toxiques installations d'élimination des déchets.

Dans le cadre du programme «Brownfield Clean-up», nous avons nettoyé plus de 500 000 sites moins dangereux en milieu urbain, les rendant ainsi disponibles à des fins récréatives et commerciales.

Les entreprises américaines ont appris que l'innovation et la conservation des ressources ont des retombées positives pour les affaires.

Le poids des canettes de boissons gazeuses a diminué d'un quart depuis les années 60 et pour les immeubles en hauteur il faut maintenant le tiers de l'acier qu'il fallait auparavant.

Les câbles à fibres optiques transportent des dizaines de milliers de fois plus de données que les fils en cuivre le pourraient.

Comme le démontrent ces constatations, sous plusieurs aspects, notre environnement est plus sain aujourd'hui qu'il l'était une génération auparavant, en dépit de la croissance considérable de la population et de l'économie.

Le président George W. Bush et son administration sont conscients qu'il ne s'agit que des premières étapes d'un effort continu. La stratégie environnementale du président s'inspire de ces succès et préconise le recours à la technologie, à l'innovation et au partenariat de manière à favoriser le monde des affaires et non à lui nuire.

Cette administration comprend que les véritables progrès en environnement requièrent d'importants investissements, tant de la part de l'industrie que du gouvernement, et que ces progrès doivent être financés. En bout de ligne, le progrès environnemental est tributaire de la prospérité.

Au cours de ses deux mandats comme gouverneur du Texas, le président George W. Bush a établi des normes élevées relativement à l'environnement et, avec le concours de l'industrie privée, il a obtenu des résultats remarquables.

En 1999, le gouverneur Bush d'alors a appuyé et signé une loi pour réduire les émissions d'oxydes d'azote de 50 p. 100 et les composés des pluies acides de 25 p. 100, des réductions de beaucoup supérieures à celles exigées par Washington.

Lorsque son administration est entrée en fonction au début de 2001, le président avait élaboré un plan stratégique pour renforcer l'économie des États-Unis.

Une grande partie de ce plan portait sur le renouvellement du secteur de l'énergie où les investissements dans les infrastructures clés étaient à peu près nuls.

Dans le rapport de mai 2001 sur la politique nationale de l'énergie, les auteurs ont reconnu que les politiques en matière d'énergie et d'environnement étaient interdépendantes et même complémentaires.

Pas moins de 42 des 125 recommandations portaient sur des objectifs liés à la conservation et à l'environnement.

Le rapport ne portait pas uniquement sur les technologies actuelles et sur notre sécurité énergétique au cours de la présente décennie, alors que nous dépendons encore des combustibles fossiles.

Il portait sur les nouvelles technologies et sur les sources de notre force énergétique au cours des 30 à 50 prochaines années et au-delà.

Un grand nombre de personnes au sein de l'administration Bush ont consenti d'énormes efforts pour concrétiser cette vision au cours des quatre dernières années.

Avant de parler de ce que nous avons fait, je récapitulerai les principaux objectifs énoncés dans le rapport sur la politique nationale de l'énergie.

Il s'agit en premier lieu de moderniser les moyens de conservation.

Comme l'a mentionné le président Bush lorsque le rapport a été rendu public, conserver ne signifie pas nécessairement se priver.

Grâce aux nouvelles technologies, cela peut signifier faire mieux, plus intelligemment et à meilleur compte.

Le rapport portait aussi sur la modernisation des infrastructures énergétiques, car l'énergie ne nous est utile que dans la mesure où elle peut être acheminée aux clients de façon sécuritaire et fiable.

La panne d'électricité générale, qui s'est produite en Ontario et dans de nombreuses régions du nord-est des États-Unis, en 2003, nous a rappelé que notre réseau d'installations de production et de stockage dans certains cas était surutilisé et qu'il se détériorait.

Le président Bush a téléphoné au premier ministre Jean Chrétien et lui a proposé de mener une enquête conjointe sur les causes de la panne.

Notre secrétaire à l'Énergie et votre ministre des Ressources naturelles se sont rencontrés pour mettre en œuvre le processus visant à déterminer ce qui s'était passé et à éviter que la chose ne se reproduise à l'avenir.

Même avant la panne, nos dirigeants avaient compris que des infrastructures inadéquates de production et de transmission engendreraient des goulots d'étranglement, des hausses de prix et la perturbation des approvisionnements.

L'administration Bush a compris et admis qu'en grande partie le gouvernement était responsable de ces contraintes.

Dans bien des cas, il fallait surtout faire connaître le cadre de réglementation et le rendre applicable et prévisible au cours de la période requise avant l'arrivée des investissements.

Il ne s'agissait pas de se demander si oui ou non nous devrions disposer d'un cadre de réglementation respectueux de l'environnement, il s'agissait de faire fonctionner le système en tenant compte des réalités commerciales.

Autrement, notre infrastructure énergétique deviendrait encore plus désuète.

Le même principe s'applique également pour accélérer la protection et l'amélioration de l'environnement. Les résultats devraient être acceptables et utilisables pour les investisseurs de la vraie vie.

Dans l'affirmative, nous pourrions alors obtenir des infrastructures plus propres et de meilleure qualité. En conséquence, le fait d'adopter une politique énergétique appropriée pourrait engendrer un approvisionnement d'énergie plus sécuritaire ainsi qu'un environnement plus propre.

En effet, c'est l'absence d'une politique globale sur l'énergie qui a été le principal frein au progrès dans le domaine du changement climatique aux États-Unis.

L'administration Bush s'est attaquée au problème dès la première journée de son entrée en fonction.

Lorsque les politiciens doivent faire face à de graves perturbations des approvisionnements, ils sont forcés de prendre des mesures de toute urgence afin de restreindre la demande et de rétablir les approvisionnements, souvent aux dépens de la politique sur l'environnement et de la répartition efficace des maigres ressources.

Dans le cadre de certains projets, les règles environnementales en Californie ont dû être suspendues lors de la crise énergétique de 2000. Il va de soi que cette mesure a été critiquée.

Toutefois, cette mesure n'aurait pas été prise si de nouvelles centrales propres avaient été construites en temps opportun.

Un autre aspect clé de la politique nationale de l'énergie porte sur l'accroissement des approvisionnements énergétiques en ayant recours à de multiples sources.

Plutôt que de se fier uniquement à un petit nombre de sources énergétiques, la stratégie du président consiste à diversifier nos approvisionnements énergétiques en incluant le pétrole national, le gaz, le charbon épuré, l'énergie hydroélectrique et nucléaire, ainsi que des sources renouvelables et diverses.

Les avantages liés à l'utilisation de sources énergétiques diverses sont évidents, cela permet d'assurer aux consommateurs et aux entreprises un approvisionnement stable et économique d'énergie, tout en nous permettant de renforcer la sécurité nationale et de protéger l'environnement.

Pour ce faire, les auteurs de la politique nationale de l'énergie ont recommandé de financer la recherche sur les sources diverses et renouvelables d'énergie.

Ils ont recommandé d'affecter des fonds à la recherche sur les technologies du charbon épuré et au développement sans risque de l'énergie nucléaire.

L'objectif final de la stratégie du président est d'accroître notre sécurité énergétique.

Nous voulons renforcer davantage nos relations avec les pays producteurs d'énergie dans notre hémisphère, en particulier avec le Canada et le Mexique avec qui les auteurs du rapport recommandent de créer un groupe de travail nord-américain sur l'énergie.

Ce groupe travaille depuis trois ans et demi et a progressé dans de multiples secteurs, en particulier en ce qui a trait à la coordination de la recherche énergétique et des mesures de développement.

J'ai mentionné que l'absence d'une politique globale sur l'énergie était l'une des sources de nos problèmes en 2001.

L'approche des États-Unis envers le changement climatique était symptomatique de cette situation.

L'administration précédente n'avait pas demandé au Sénat d'approuver le Protocole de Kyoto, du fait que le Sénat avait approuvé à l'unanimité, en 1997, une motion établissant deux conditions qui n'avaient pas été réunies.

En premier lieu, le traité ne devrait pas exclure les pays en développement. En deuxième lieu, le traité ne devrait pas nuire sérieusement à l'économie des États-Unis.

Toutefois, le gouvernement américain n'avait pas élaboré une politique de rechange au Protocole de Kyoto. Alors, en mars 2001, le président Bush a décidé de combler cette lacune.

Il a officialisé la politique de facto en vigueur depuis l'adoption par le Sénat de la motion en 1997, ce qui a mené à l'annonce que les États-Unis ne signeraient pas le Protocole de Kyoto, mais qu'ils demeureraient engagés à respecter le principal objectif de la Convention cadre des Nations Unies, soit la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les États-Unis ont depuis continué leur marche en avant pour atteindre cet objectif en utilisant d'autres moyens que ceux proposés dans le Protocole de Kyoto.

En juin 2001, le président a créé le comité du Cabinet sur le changement climatique, la science et la technologie.

Au cours du mois suivant, nous avons lancé l'accord international sur la cueillette et le stockage du gaz carbonique, accord dans le cadre duquel des entreprises canadiennes de pétrole et de gaz sont d'importants partenaires.

En janvier 2002, le secrétaire à l'Énergie a lancé le programme «Freedom Car», un nouveau programme coopératif de recherche sur l'automobile entre le département de l'Énergie et d'importants constructeurs de véhicules automobiles.

Dans le cadre de ce programme, des fonds sont affectés à la recherche de technologies de pointe efficaces sur les piles à combustible qui utiliseront l'hydrogène pour propulser les automobiles.

Il ne faut surtout pas oublier qu'en février 2002, en revanche du manque de directives qui existaient lorsqu'il est entré en fonction, le président Bush a annoncé un programme de plusieurs milliards de dollars pour des projets sur le changement climatique conçus pour ralentir, et si la chose est possible scientifiquement, arrêter et refouler la croissance des émissions de gaz à effet de serre.

L'administration s'est engagée à atténuer l'intensité des gaz à effet de serre aux États-Unis, c'est-à-dire réduire de 18 p. 100 les émissions par unité d'activité économique au cours des dix prochaines années.

Cela équivaut à 70 millions le nombre d'automobiles sur les routes. Ici encore, nos citoyens, nos entreprises et nos gouvernements devront s'engager à utiliser les nouvelles technologies.

La chose est possible, car elle est fondée sur l'idée pleine de bon sens que la croissance économique n'est pas uniquement compatible avec le progrès environnemental, mais plutôt qu'elle contribue au progrès environnemental.

La croissance économique génère des ressources d'investissement qui, en retour, créent des technologies propres et éconergétiques.

Les partenariats volontaires sont aussi au centre de l'approche du président dans le cadre de la politique environnementale.

Le gouvernement fédéral soutient 60 différents programmes volontaires axés sur la réduction des gaz à effet de serre et sur l'efficacité énergétique.

Dans les régions, les États et les collectivités, on trouve une combinaison de programmes volontaires et obligatoires axés sur la réduction des émissions, le recyclage, l'efficacité énergétique, l'énergie de substitution, la reforestation et autres.

Par exemple, au moins 24 États participent à la recherche sur la cueillette et le stockage du gaz carbonique.

L'administration actuelle est d'avis que l'approche, adoptée par les États et les collectivités en matière de politique et de commerce, constitue une force positive qui puisse venir renforcer sa propre politique.

Le président a proposé pour 2005 un budget sans précédent de 5,8 milliards de dollars américains pour les programmes axés sur le changement climatique.

Cela constitue une hausse de 700 millions de dollars, ou de 13,9 p. 100, par rapport au budget adopté en 2004, budget qui était lui-même supérieur de 700 millions de dollars à celui de l'année précédente, pourtant considéré à l'époque comme sans précédent.

Il s'agit du plus important engagement de ressources consacrées au changement climatique jamais pris dans le monde, plus que celui de tous les 15 pays de l'Union européenne et du Japon réunis.

Il s'agit d'une suite logique et tangible à l'engagement que nous avons pris en 2001, dans le cadre de la politique nationale de l'énergie.

Nous poursuivons nos efforts liés à l'efficacité énergétique et à la conservation ainsi qu'à l'utilisation de la biomasse des carbones du charbon épuré, de la séquestration du carbone, de l'énergie géothermique, de l'énergie hydroélectrique, de l'énergie nucléaire et de l'énergie éolienne.

Nous investissons des centaines de millions de dollars dans le développement à long terme des technologies d'énergie de remplacement, comme celle de l'injection d'hydrogène qui pourrait être la source de notre énergie d'ici une génération.

L'administration est pleinement consciente que les États-Unis ne sont pas une île.

J'ai déjà mentionné le groupe de travail nord-américain sur l'énergie et, dans le cadre de notre politique nationale de l'énergie, nous nous sommes clairement engagés à travailler avec nos partenaires internationaux sur les questions liées au changement climatique et à l'approvisionnement énergétique, du fait que la portée de ces problèmes est de nature mondiale.

Pour prouver cet engagement, en mars 2002, en dépit de nos points de vue divergents sur le Protocole de Kyoto, les gouvernements des États-Unis et du Canada ont signé deux ententes internationales sur l'énergie renouvelable et la climatologie, ce qui a éclairci la situation entre nos deux pays et démontré au reste du monde notre volonté d'augmenter et d'intensifier nos efforts communs pour s'attaquer au problème du changement climatique à l'échelle mondiale, que l'un de nos deux pays décide ou non de ratifier le Protocole de Kyoto.

Depuis lors, les États-Unis ont conclu des ententes semblables de collaboration avec d'autres pays dans le monde.

Le président s'est engagé à aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes environnementaux, y compris ceux liés au changement climatique, dans le cadre des programmes environnementaux mondiaux des Nations Unies.

L'administration s'est engagée à consacrer 500 millions de dollars américains sur une période de quatre ans à cette fin, plus que tout autre pays au monde.

Lors du Sommet mondial sur le développement durable en 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud, le secrétaire d'État, M. Colin Powell, et l'administratrice de l'EPA, M^{me} Christine Todd Whitman, ont lancé le partenariat pour les forêts du bassin du Congo, une initiative visant à conserver les forêts tropicales en Afrique, un engagement de 50 millions de dollars américains.

Depuis 2002, le secrétaire à l'Énergie, M. Spencer Abraham, et son département ont pris d'autres mesures dans la foulée du programme «Freedom Car» pour accélérer le développement des technologies de l'hydrogène.

En 2003, le président a proposé la création d'un fonds de 1,2 milliard de dollars pour financer la recherche sur la conception d'automobiles propulsées à l'hydrogène.

Aussi en 2003, le président a annoncé que les États-Unis subventionneraient la centrale FutureGen, la première centrale électrique de production d'électricité et d'hydrogène non polluante alimentée au charbon dans le monde. Cette question est au centre des discussions du forum sur le leadership en matière de séquestration du carbone (FLSC) auquel participent nos partenaires internationaux dans le but d'unir nos efforts pour trouver des moyens efficaces de cueillir et de stocker le gaz carbonique.

Nous avons invité le Canada, dont l'expertise considérable en matière d'énergie et d'environnement est reconnue, à devenir un membre fondateur du FLSC.

Je suis heureux de vous dire que le gouvernement du Canada a accepté notre invitation et qu'il fait maintenant partie de notre équipe internationale.

Notre administration a également invité le Canada à devenir un membre de premier rang du nouveau forum international sur le développement de l'hydrogène et du partenariat international sur l'économie de l'hydrogène.

Ces initiatives sont nécessaires si nous voulons éviter les dédoublements en recherche sur l'hydrogène et attirer les meilleurs scientifiques et ingénieurs dont nous avons besoin pour résoudre les problèmes et effectuer les percées qui nous libéreront éventuellement de notre dépendance aux combustibles fossiles.

Ici encore je suis heureux de dire que le Canada a répondu positivement, car nous avons besoin de votre considérable savoir-faire.

Il en va de même de notre initiative «Methane to Markets», un nouveau programme novateur conçu pour promouvoir immédiatement la sécurité énergétique, pour améliorer la qualité de l'environnement et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ce partenariat travaillera en étroite collaboration avec le secteur privé partout dans le monde pour déceler le méthane qui se perd présentement en raison des fuites dans les conduits de pétrole et de gaz, dans les mines de charbon souterraines et les lieux d'enfouissement. Les États-Unis s'engageront à contribuer 53 millions de dollars américains, au partenariat, au cours des cinq prochaines années, et nous souhaitons que le Canada soit avec nous lorsque cette initiative sera lancée le mois prochain.

En juillet 2003, l'administration Bush a été l'hôtesse, à Washington, DC, du Sommet multilatéral sur l'observation de la Terre.

Ce Sommet, où nous avons reçu avec plaisir le ministre David Anderson, vise à stimuler et à approfondir l'ensemble de nos observations sur le système climatique de la terre, et ce, afin que nous puissions obtenir des connaissances plus approfondies et plus détaillées sur tout ce qui se passe dans la biosphère, ce qui constitue un élément clé de la compréhension de la dynamique du changement climatique.

L'amiral Conrad Lautenbacher, directeur de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), a visité Ottawa pour discuter avec des représentants canadiens et le public de nombreuses questions liées à l'environnement.

En particulier, l'amiral Lautenbacher a mentionné aux ministres canadiens que la collectivité internationale devait observer systématiquement et de manière soutenue les océans et l'atmosphère, des éléments essentiels au progrès de la recherche climatique.

Nous nous réjouissons à l'idée que l'amiral reviendra dans les semaines à venir poursuivre ces discussions.

Comme plusieurs d'entre vous le savez, le Congrès n'a pas adopté de lois globales sur l'énergie au cours de la présente année.

Mais, cela ne signifie pas que nous n'avons pas progressé.

Au contraire, bien que le cheminement ait été long et dur, l'administration et les deux partis au Congrès ont effectué de nombreux travaux utiles.

La plupart des intervenants reconnaissent l'importance de telles dispositions législatives ou nous n'aurions pas progressé autant.

Dans certains secteurs, comme dans le cas du financement du gazoduc de l'Alaska, des mesures législatives ont été adoptées avant la fin de la session.

Je crois qu'après avoir entendu cette litanie d'initiatives et d'éléments budgétaires, vous n'espérez pas en savoir autant sur la performance de l'administration Bush en matière de politique énergétique et d'environnement global.

Je crois que le fait de simplifier à outrance ces gigantesques problèmes en paradigmes noirs ou blancs, comme signer ou ne pas signer le Protocole de Kyoto, ou d'adopter ou de ne pas adopter une loi globale sur l'énergie, a mal servi la population nord-américaine.

Il n'est ni bien ni juste de réduire le bilan quadriennal de cette administration, en matière de politiques sur l'énergie, de changement climatique mondial et d'environnement, à de telles mesures simplistes.

Donc, si vous entendez quelqu'un dire que les États-Unis ont un piètre bilan en matière d'environnement ou que le président George W. Bush ne s'en préoccupe pas assez pour signer le Protocole de Kyoto, j'ose espérer que vous vous prononcerez et que vous interviendrez contre ces perceptions évidemment erronées.

Mentionnez que les mouvements modernes de conservation du milieu sauvage et de la protection de l'environnement ont des racines profondes dans la société américaine.

Mentionnez que notre air, notre eau et nos voitures sont plus propres qu'il y a une génération.

Mentionnez que le Sénat des États-Unis a adopté une motion, lors du mandat de l'administration précédente, qui mettait le président actuel dans l'impossibilité de signer le Protocole de Kyoto.

Mentionnez que sous l'administration du président George W. Bush, le gouvernement des États-Unis s'est efforcé de renforcer les normes sur les émissions des véhicules, de mettre à jour la proposition du ciel clair pour les centrales énergétiques et qu'il a lancé des initiatives de plusieurs milliards de dollars pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en affectant nettement plus de ressources à cette tâche que tout autre pays au monde.

Je vous remercie d'avoir collaboré avec moi et avec mon gouvernement, au cours des trois dernières années et demie que j'ai eu le privilège de passer au Canada. Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé aujourd'hui et c'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.